

27e séance du 16 avril 1948, à 9 heures 30.

Présidence: M. Celio.

Absent: -

Secrétaires: MM. Leimgruber et Oser.,

Procès-verbal: 17, 18, 19 et 21.

Clôture: 12 heures 40.

Protestations de la nonciature.

M. Petitpierre: Nonciature proteste contre publications en Suisse de documents falsifiés concernant le Saint-Siège. C'est la STO à Lugano qui a publié les documents. Canevacini confirme la chose. Faut-il écrire au Conseil d'Etat tessinois pour protester contre l'attitude de Canevacini?

M. Celio: Douteux que Canevacini ait été de bonne foi jusqu'au bout. Saragate l'a renseigné sur le caractère faux de la publication. Je ne comprends pas l'attitude de la Libera Stampa. Si le fond n'est pas toujours faux, les pièces le sont entièrement. Canevacini est lié à Nenni, ce qui explique peut-être une partie des choses. Pas possible d'intervenir auprès du Conseil d'Etat, car il s'agit d'une activité privée de Canevacini. Tout a été imprimé en Italie et importé en Suisse (comment?). Le dépt de justice et police devrait examiner s'il y a juridiquement des possibilités d'intervention.

M. de Steiger: Considérer les choses du point de vue de la politique de neutralité. Lors de la grève des typographes en Italie, on avait soulevé la question de savoir si des journaux italiens pourraient être imprimés au Tessin. J'avais répondu négativement, considérant que ce serait une façon de soutenir un parti. J'ai dit que nous devons continuer la politique de neutralité. J'ai recommandé à Bolla de veiller à cette question à Genève. J'ai exposé ce point de vue à Reale deux jours avant la découverte du faux. Pas possible d'écrire au Conseil d'Etat. Mais M. Petitpierre devrait écrire à Canevacini pour lui demander si c'est vrai que les faux ont été imprimés au Tessin et sous sa responsabilité. En cas de réponse affirmative, reprocher à Canevacini de ne pas avoir observé la retenue nécessaire comme membre du gouvernement. Devons défendre les thèse de Genève.

M. Nobs: Je demanderai aux douanes des explications sur l'importation.

M. Celiö: L'affaire sera donc liquidée dans le sens indiqué par M. de Steiger.

M. Kobelt: Aviser le président du Conseil d'Etat de la démarche du nonce. Pour le reste, d'accord.

M. Etter: Position très faible de Canevacini. L'édition est aussi un acte criticable du point de vue de la neutralité. Ne pas écrire au président du Conseil d'Etat avant lesaveux de Canevacini. Dire à celui-ci que son activité est criticable. Répondre ensuite au nonce.



Protestations URSS.

M. Petitpierre: Le ministre d'URSS demande pourquoi la police suisse a saisi le no 8 des "Temps nouveaux". Proteste vivement. Reconnaître que notre pays (éditeurs et journaux) publient beaucoup d'écrits défavorables à l'URSS. Etablir un critère entre écrits de propagande et autres. Ne pas accueillir largement la propagande américaine et refuser la propagande russe. Renvoyer l'affaire à justice et police pour établir des critères. La censure doit-elle être exercée d'entente entre les deux départements?

M. de Steiger: D'accord. Pour cette surveillance, il faut des lecteurs et ces gens doivent être rétribués.

Plateaux d'argent à des fonctionnaires du dépt politique. (Voir procès-verbal).

Mouvement diplomatique.

M. Petitpierre: Envoyer Ganz à Helsinki, Jaccard à Varsovie, Pumazzoli au Mexique, Hofer à Sofia, comme chargé d'affaires.

M. Etter: Pourquoi seulement un chargé d'affaires à Sofia?

M. de Steiger: L'essentiel est d'avoir un homme qui puisse défendre les intérêts suisses en Bulgarie.

Etat-major de l'armée. Organisation.

M. de Steiger: Le poste d'adjudant général a son avantage. (Equilibre politique).

M. Etter: Si l'adjudant général devient une simple subdivision, difficulté à craindre en matière de congés. Le chef d-EMA ne tiendra jamais assez compte des intérêts non militaires.

M. Kobelt: L'adjudance générale subsistera, reste seulement à régler la question de la subordination. Je suis d'avis qu'elle doit dépendre du général, mais la commission de défense nationale est de notre avis. En cas de service actif, le général pourra se subordonner à l'adjudance générale.

Etat de la trésorerie.

M. Nobs fait rapport. L'année 1949 sera plus difficile pour la trésorerie. Les départements vont s'efforcer d'alléger la situation. Autoriser administration des finances à prendre contact avec les dépts pour voir comment faciliter les choses.

Traitements du personnel.

M. Nobs: Les groupements du personnel ont donné leur assentiment aux mesures envisagées, sauf un qui n'a pas encore répondu. Sommes restés dans les limites des prescriptions adoptées par les organisations centrales.

Conférence de La Havane.

M. Stucki fait rapport (voir annexe).

Centrale d'information pour écrits scientifiques russes.

M. Etter: Gagnebin et von Muralt disent qu'il s'agit là d'un voeu de nombreux hommes de science suisses. Le dépt pol. est polisitif, le dépt des finances est d'accord (18 000 fr. sous forme de crédit supplémentaire). L'affaire a été réglée par présidentiel. La délégation des finances s'est opposée à la chose, non pas pour le crédit supplémentaire mais pour l'avance, estimant que la décision devait être prise par les chambres. Eviter une discussion aux chambres. Flückiger croit qu'il vaut mieux abandonner l'affaire pour le moment. Je crois aussi. Prendre une décision une autre fois: décider l'inscription du crédit ou laisser toute l'affaire en suspens, sans inscription de crédit.

M. Rubattel: Eviter une discussion aux chambres. Prendre la somme sur un autre crédit?

-----ö-----

Déçisions prises sur la base de propositions écrites.

Politique.	Congrès d'hygiène mentale.
Intérieur.	Nomenclature causes de décès. Convention. Verwaltungsgebäude.
Justice et police.	Strafverfolgung Huber. Begnädigungsgesuche Bloch.
Finances & douanes.	Automontage in der Schweiz. Europahilfe.
Economie publique.	Wirtschaftsverhandlungen mit Portugal. Regiespesenttransfer franz. Besatzungszone. Wirtschaftsverhandlung mit Schweden.
Postes & chemins de fer.	Verwaltungsrat Swissair.
Politique.	Geschäftsbericht Gesandtschaft in Athen. Simone Terry.

CHARTA VON HAVANNA.Mündlicher Bericht an den Bundesrat.(16. April 1948).

Es kann wohl nicht meine heutige Aufgabe sein, Sie mit den Details des Dokumentes vertraut zu machen, das man von nun an die "Charta von Havanna" nennt. Dieses Dokument ist so ausserordentlich umfangreich, verworren, manchmal kaum verständlich und widerspruchsvoll, dass es sich kaum lohnt, sich in seine Details zu versenken. Ich möchte auch in keiner Weise wiederholen, was ich vor einigen Tagen an einer Pressekonferenz gesagt habe. Es dürfte aber für den Bundesrat von einem gewissen Interesse sein, verschiedenes zu vernehmen, das aus naheliegenden Gründen öffentlich nicht gesagt werden kann, und das eine allgemeine politisch-psychologische Bedeutung beansprucht.

I. Allgemeine Eindrücke.1. Vergleiche mit frühern Wirtschaftskonferenzen.

- a. In erschreckender Weise wurde klar, wie stark die Bedeutung des verarmten und zerrissenen Europa zurückgegangen ist, und wie sehr sich demgegenüber die Bedeutung von Nord-Amerika einerseits aber auch von Latein-Amerika und der Länder des nahen und mittleren Ostens gesteigert hat.
- b. Auffällig war im weitern, wiesehr im allgemeinen die Qualität der Delegierten, verglichen mit den Konferenzen des Völkerbundes, zurückgegangen ist, und wiesehr es dieser Konferenz in Havanna an wirklich bedeutenden und führenden Persönlichkeiten gemangelt hat.
- c. Während auf frühern Konferenzen immer mehr oder weniger ein Gleichgewicht zwischen den führenden Grossmächten oder einzelnen Wirtschaftsgruppen konstatiert werden konnte, fehlte in Havanna ein solches vollkommen: auf der einen Seite hatten wir die vollkommen dominierende und allgewaltige Stellung der Vereinigten Staaten, auf der andern Seite die zahlreichen Länder, die nach Dollars hungern, deren Unabhängigkeit dadurch weitgehend beeinträchtigt war und ist, und die nur in seltenen Fällen wagten, in entscheidenden Fragen gegen die USA Stellung zu nehmen. Man hatte tatsächlich oft den Eindruck, als ob es sich um eine Veto-Konferenz handeln würde, wobei das Vetorecht selbstverständlich nur einem einzigen Staat zukam.

- d. Gegenüber früher hat die alte Diplomaten-sprache, das Französische, ihre Bedeutung stark eingebüsst. Sozusagen alle Originaltexte aller der zahllosen Dokumente waren englisch, in manchen Unterkommissionen wurde überhaupt nicht mehr übersetzt, sondern nur noch in englischer Sprache diskutiert. Demgegenüber haben sich die über 20 lateinamerikanischen Staaten mit Erfolg für ihre Sprache, das Spanische, das früher an internationalen Konferenzen keinerlei Bedeutung hatte, eingesetzt.
- e. Noch nie ist eine grosse internationale Konferenz so nahe an den Äquator und ins spanische Sprachgebiet verlegt worden. Es hatte dies unzweifelhaft grosse Nachteile, die allseitig eingesehen worden sind und die dazu führen werden, dass man das Experiment nicht so rasch wiederholt: Für die Verbindung zwischen den Delegationen und ihren Regierungen kam praktisch nur das Telegramm in Frage; Briefe, auch Luftpostbriefe, erforderten viel zu lange Zeit und der telephonische Verkehr war viel zu unsicher und auch viel zu teuer. Dazu kommt, dass die Orientierung der Öffentlichkeit durch die Presse, abgesehen von Cuba und Nord-Amerika, sozusagen vollkommen versagte, indem nur die allerwenigsten übrigen Länder sich den Luxus leisten konnten, in der ausserordentlich teuren Stadt Havanna eigene Berichtersteller während so langer Zeit zu unterhalten. Es hat dies zur Folge, dass man fast überall für diese doch so ausserordentlich wichtige Weltwirtschaftskonferenz keinerlei Interesse erwecken konnte, und dass heute noch über die Havanna-Konferenz und ihre Resultate fast durchwegs vollkommene Ignoranz besteht. Es wird sich dieser Umstand bei den kommenden parlamentarischen Beratungen in den verschiedenen Ländern geltend machen müssen.
- f. Wenn auch zuzugeben ist, dass kaum jemals für die Vorbereitung einer internationalen Konferenz eine so gewaltige Vorarbeit geleistet worden ist, wie für diejenige von Havanna - zahlreiche Delegierte haben in London, New York, Genf und Havanna ca. 16 Monate intensiver Arbeit geleistet - so hatte gerade diese weitgehende Vorarbeit ihre grossen und unzweifelhaften Nachteile: Die Konferenz in Havanna war in ihren Entscheidungen, namentlich über die zur Erreichung des gesteckten Zieles einzuschlagende Methode, keineswegs mehr frei. Der Weg war, insbesondere durch die letztjährigen Arbeiten in Genf vorgezeichnet, und die wichtigsten Delegationen hatten bindende Instruktionen, diesen Weg nicht zu verlassen. An dieser Tatsache prallten die überzeugendsten Argumente ab. Mit Ausnahme der Amerikaner gab es sehr wenig Delegierte, auch solche die in Genf noch mehr oder weniger überzeugt mitgearbeitet hatten, die nicht im Privatgespräch zugegeben hätten, dass der eingeschlagene Weg falsch sei, dass man von unten nach oben hätte aufbauen sollen, und dass es besser gewesen wäre, vorläufig nur eine Organisation zu schaffen und ihr einige allgemeine Richtlinien vorzuschreiben. Mehrfach war man ziemlich nahe daran, die Konferenz auf

unbestimmte Zeit zu verschieben, die Genfer Abkommen vom 30. Oktober 1947 in Kraft zu setzen und sie als Kern zu betrachten, um den herum sich später nach und nach alle übrigen am Welthandel besonders interessierten Länder gruppiert hätten, wobei man auf die Mitarbeit der wirtschaftlich unentwickelten verzichtet hätte, anstatt ihnen wesentliche und schwerwiegende Konzessionen zu machen. Es hatte aber niemand den Mut, einen solchen Antrag zu stellen, obschon er bei geschicktem gewähltem Zeitpunkt grosse Aussicht auf Erfolg gehabt hätte. Von den verschiedensten Seiten ist die schweizerische Delegation, ihrer Unabhängigkeit und ihres Ansehens wegen, ersucht worden, einen solchen Antrag einzubringen. Wir lehnten es ab, einmal um die ohnehin schon recht exponierte Stellung unseres Landes nicht noch weiter ins Rampenlicht zu setzen, und sodann weil man noch bis Ende Februar die Hoffnung haben konnte, mit einer raschen Beendigung der Konferenzarbeiten mindestens der kommenden republikanischen Regierung in den Vereinigten Staaten gegen verstärkten Protektionismus die Hände zu binden.

2. Die Delegationen.

- a. Frankreich. Als ich, mit den wohlherwogenen Instruktionen des Bundesrates in der Tasche, auf der Durchreise nach Havanna im Quai d'Orsay in Paris vorsprach, war die französische Delegation noch nicht einmal bestellt und über ihre Instruktionen war nichts bekannt. In aller Eile hat man dann im letzten Moment per Flugzeug eine Delegation von Paris nach Havanna gejagt, die wohl einige gute Techniker, aber keinerlei Führung besass. Während der Konferenz haben nicht weniger als 6 verschiedene Persönlichkeiten die französische Delegation geleitet! Es kann deshalb nicht wundern, dass, im Gegensatz zu frühern Konferenzen, Frankreich leider eine nur verschwindende Rolle spielte.
- b. England. Der sehr fähige junge englische Delegationschef blieb genau 6 Tage in Havanna und liess eine aus fleissigen und zuverlässigen Beamten bestehende Delegation zurück, die jeden Satz eines jeden Textes nach London telegraphieren musste, und der ebenfalls jede Führerqualität abging.
- c. Auch das übrige Europa war nicht in der Lage, irgendwelche dominierenden Persönlichkeiten zu stellen und musste, wie Frankreich und England, im Hinblick auf den Marshall-Plan im Kielwasser des Dollars segeln. Ganz besonders ungeeignet und unwürdig waren leider die italienischen Delegierten, während gerade dieses Land in frühern Konferenzen immer markante Persönlichkeiten ins Feuer zu schicken hatte.
- d. Man hatte sich allgemein gewundert, in Havanna eine tschechoslowakische und eine polnische Delegation an-

zutreffen, und es war von besonderem Interesse, deren Tätigkeit zu verfolgen. Beide waren durch ausserordentlich geschickte Persönlichkeiten vertreten, die ihre Aufgabe als russische Beobachter und Saboteure der Konferenz so meisterhaft spielten, dass durchaus nicht alle übrigen Delegationen dieses Spiel durchschauten. Die gemeinsamen Interessen mit Bezug auf die so wichtige Frage des Verhältnisses zwischen Mitgliedern und Nicht-Mitgliedern hat uns fast zwangsweise mit diesen tschechischen und polnischen Delegierten in nähere Berührung gebracht, dazu geführt, dass sie bei jeder Gelegenheit den Schweizer Standpunkt besonders nachdrücklich unterstützten und uns auch gewisse konfidentielle Mitteilungen machten, die über ihr Spiel keine Zweifel übrig liessen. Es ist von nicht geringem Interesse festzustellen, dass schon zwei Tage nach dem Umsturz in Prag die tschechische Delegation in Havanna von der neuen kommunistischen Regierung ausdrücklich und zwar unter Aufrechterhaltung der frühern Instruktionen im Amte bestätigt wurde.

- e. USA. Nomineller Chef der so entscheidenden amerikanischen Delegation war der frühere Unterstaatssekretär Clayton, der für diese äusserst wichtige Aufgabe sicherlich das nötige Format gehabt hätte. Er ist aber nur dreimal für einige Tage nach Havanna gekommen und hat im übrigen die Führung der ca. 80-köpfigen amerikanischen Delegation einem Professor der Nationalökonomie an einer kleinen amerikanischen Universität überlassen, der mit bemerkenswerter Energie und Brutalität seinen rein doktrinären Standpunkt ohne jedes politische und psychologische Verständnis durchzusetzen bemüht war. ~~Abgesehen davon, dass seine äussern Manieren so waren, dass er sich in kürzester Zeit mit sämtlichen übrigen Delegationen überwarf, wobei fast alle andern allerdings der Dollars wegen die Faust im Sacke machen mussten, war er, ohne jede Kenntnis anderer Kontinente, durchdrungen von der historischen Mission, seinen Namen mit der Welthandels-Charta zu verbinden. Man kann sich nicht wohl, und darüber war das Urteil einstimmig, einen engstirnigeren, ja bornierteren und deshalb für die Leitung der amerikanischen Delegation in Havanna ungeeigneteren Mann vorstellen. Er war auch der Schweiz gegenüber der unversöhnlichste und verständnisloseste Gegner, allerdings ohne jemals einen offenen und ehrlichen Kampf vor der Konferenz oder einer ihrer Kommissionen aufzunehmen. Dass er heute, wie irgend ein anderer, die gewaltigen Errungenschaften und Leistungen von Havanna preist, ist nicht verwunderlich.~~

- f. Es ist bedauerlich, feststellen zu müssen, dass die wenigen bedeutenden Persönlichkeiten der Konferenz von Havanna gestellt wurden insbesondere von Mexiko und Peru einerseits und von Australien und Neuseeland andererseits. Ein Zeichen unserer Zeit.

g. An der Konferenz von Havanna waren zahlreiche Staaten und Gebiete vertreten, die zum Teil erst einige Monate alt sind. Man denke nur an Indien, Pakistan, Burma, Ceylon, Philippinen, Indonesien, Syrien, Libanon, Transjordanien, etc. Man darf sich nicht wundern, wenn deren Delegierte, zum ersten Mal an einer internationalen Konferenz anwesend, keinerlei Ahnung von deren Methoden hatten und durch endlose Reden über ihre für den Welthandel teilweise vollkommen bedeutungslosen Länder eine ungeheure Zeit beanspruchten.

Dass bei dieser Situation von einer allgemeinen, namentlich auch politischen Führung der Konferenz keine Rede sein konnte, darf nicht wundern. Dieser Tatsache muss es zugeschrieben werden, dass die Konferenz eine Reihe von Entscheidungen traf, die man nur als übliche politische Geschäfte bezeichnen kann. Um nur einige Beispiele zu nennen:

- aa) Es ist bekanntlich einer der obersten Grundsätze der Charta der Vereinigten Nationen, dass ihre Mitglieder bei Differenzen mit andern, auf die einseitige und zwangsweise Erledigung dieser Differenzen verzichten, sondern sie einer objektiven politischen oder richterlichen Instanz zum Entscheid zu unterbreiten haben. Der gleiche Grundsatz findet sich in der Handels-Charta. Nun haben aber die 4 indischen Staaten erklärt, sie hätten die südafrikanische Union wirtschaftlich vollkommen boykottiert, weil in Südafrika die dort ansässigen Inder, die aber südafrikanische Bürger geworden sind, nicht die vollen Rechte der Weissen geniessen. Wenn man ihnen verwehre, diesen Wirtschaftsboykott aufrecht zu erhalten, so würden sie der Charta nicht beitreten. Und die arabischen Staaten haben erklärt, die Charta ablehnen zu müssen, wenn sie daran gehindert würden, einen künftigen jüdischen Staat Palästina wirtschaftlich vollkommen zu boykottieren. Mit grosser Mehrheit, die Schweiz gehörte selbstverständlich nicht dazu, hat die Konferenz die Aufnahme eines neuen Artikels in die Charta beschlossen, der diese Boykottmassnahmen weiter ermöglichen wird.
- bb) Zwei Tage, nachdem Präsident Truman seine ausserordentlich scharfe Rede gegen die kommunistische Diktatur in Prag gehalten hat, war in Havanna der Vollzugsausschuss der Interimskommission zu wählen. Unter amerikanischer Führung ist der neuen kommunistischen Regierung in Prag die Ehre erwiesen worden, in diesen 18-köpfigen Vollzugsausschuss gewählt zu werden. Kaum jemand hat sich darüber Rechenschaft gegeben, wie sehr durch eine solche internationale Anerkennung die neue tschechische Regierung gegenüber der Opposition im eigenen Lande gestärkt wird.

- cc) Die Amerikaner haben grossmütig schliesslich auf ein "gewogenes" Stimmrecht in der künftigen Generalversammlung verzichtet und die Formel "one country, one vote" akzeptiert. In Artikel 24 der Charta aber haben sie trotz grösster Opposition eine Bestimmung durchgedrückt, wonach die künftige Handelsorganisation mit Bezug auf alle Finanz- und Währungsfragen an den Entscheid des "Fonds monétaire" gebunden ist, und in diesem "Fonds monétaire" besitzen sie bekanntlich den ausschlaggebenden Einfluss.
- dd) Schliesslich mag auch erwähnt werden, dass die gleiche Konferenz, die zu Beginn den Nicht-Mitgliedern der UNO das Stimmrecht absprach, in sämtlichen Abstimmungen die Nicht-Mitglieder teilnehmen liess.

3. Die Einstellung der Delegationen.

- a. USA. Unser Prestige ist engagiert. Wir müssen die Handels-Charta haben. Wenn Du nicht willig bist, so brauch ich Gewalt; wer Dollars will, hat zu gehorchen; in der mehrstündigen, sehr freundschaftlichen Unterhaltung sagte mir Clayton wörtlich: "Unser Land ist in ein weltweites Unternehmen verwickelt; ob wir wollen oder nicht, wir müssen es zu Ende führen, und wir können uns auf diesem Weg durch noch so begründete Einwände eines kleinen Landes wie der Schweiz nicht aufhalten lassen."
- b. Europa. Amerika will unter allen Umständen seine Charta. Wir brauchen absolut seine Dollars. Warum Opposition leisten, wenn die Klauseln der Charta uns ermöglichen, alles zu tun, was wir bisher getan haben, und was wir in Zukunft tun wollen. Natürlich ist die Charta schlecht. Aber das soll für uns kein Grund sein, uns mit Amerika zu überwerfen.
- c. Die wirtschaftlich unentwickelten und die neuen Länder. Wir demonstrieren unsern Leuten zu Hause, dass wir nun ein gleichberechtigtes Mitglied der Völkergemeinschaft sind und internationale Konventionen unterschreiben können. Wir bringen nach Hause die Anerkennung, dass wir uns wirtschaftlich entwickeln und unabhängig machen dürfen und sollen. Wir haben auch mindestens moralische Zusicherungen, dass die Industrieländer uns bei diesem wirtschaftlichen Aufbau helfen werden. Im übrigen können wir, gestützt auf die zahlreichen Ausnahmebestimmungen der Charta machen was wir wollen.
- d. Es darf nicht verschwiegen werden, wie tief, namentlich auch bei vielen europäischen Ländern, das rechtliche und moralische Niveau gesunken ist. Immer und immer wieder mussten wir hören: Warum regt Ihr Euch über diesen oder jenen unangenehmen Text auf. Von den Bestimmungen der Charta wird jedes Land nur diejenigen respektieren, die ihm passen.

Wir sind auch mit vielen Bestimmungen nicht einverstanden und gedenken durchaus nicht sie anzuwenden, aber es hat keinen Sinn, es hier, wie Ihr es tut, offen zu sagen. Eine überraschend klare Bestätigung haben wir dann mitten in der Konferenz dadurch erhalten, dass Frankreich in vollkommener Missachtung seiner Unterschrift unter der Konvention über den internationalen Währungsfonds und entgegen dem ausdrücklichen Entscheid der Fonds-Behörden sein letztes Währungsexperiment durchgesetzt hat.

Die gleichen Leute, die mit zynischer Offenheit so sprachen, haben sich aber trotzdem tage- und wochenlang über einzelne Sätze und Worte herumgeschlagen.

4. Hauptstreitpunkte.

- a. Kampf der wirtschaftlich unentwickelten Länder um besondere Erleichterungen bezüglich Erlass von Ein- und Ausfuhrbeschränkungen, bei Zollverhandlungen und hinsichtlich der Möglichkeit der Einführung neuer Zollpräferenzen. Es hat eine Zeitlang so ausgesehen, als ob das Heil der Welt darin liegen würde, sie in möglichst zahlreiche Gebiete aufzuteilen, die unter sich alle möglichen Vergünstigungen gewähren und von diesen alle andern ausschliessen. Der von uns und namentlich auch den USA geführte Kampf war leider nur zum kleinsten Teil erfolgreich. So zeichnen sich heute sehr deutlich folgende Gruppen ab, die über kurz oder lang neue für den Welthandel so schädliche Präferenzen einführen wollen: Mittel-Amerika, verschiedene südamerikanische Staaten gruppiert um Columbien, Frankreich mit seiner neuen Idee der europäischen Zollunion oder -Annäherung, die nordischen Staaten, die Mittelmeerländer, die arabische Liga und Vorderindien.
- Der Kampf der wirtschaftlich unentwickelten Länder, insbesondere gegen die USA, der mehrfach die Konferenz zu sprengen drohte, hat zu einem der übelsten Kompromisse in Art.13 der Charta geführt, dessen Inhalt meines Erachtens für ein normales Gehirn kaum fasslich ist.
- b. Das widerspruchsvolle Kapitel über Ein- und Ausfuhrbeschränkungen und die Beziehungen zum "Fonds monétaire", wozu lediglich zu sagen ist, dass namentlich unter englischer Führung die schon im Genfer Entwurf bestehenden Diskriminierungsmöglichkeiten gegen Länder mit harter Währung noch wesentlich erweitert worden sind.
- c. Dumping- und Antidumping-Massnahmen.
- d. Subventionen.
- e. Stimmrecht.
- f. Zusammensetzung des "Conseil exécutif".
- g. Regelung der Streitigkeiten.
- h. Verhältnis zwischen Mitgliedern und Nicht-Mitgliedern.

Ich möchte nur zum letzten dieser Punkte besonders hervorheben, dass die Diskriminierungsgefahr beseitigt ist, indem die Mitglieder nur noch verpflichtet werden, die Nicht-Mitglieder nicht besser zu behandeln als andere Mitglieder. Die Entwicklung dieses Art.93, neu 98, insbesondere hat uns ermöglicht, in der Frage des Schweizer Antrages eine starke Haltung einzunehmen.

5. Resultat.

Die schweizerische Delegation ist einstimmig in der Ansicht, dass, wie es nicht anders zu erwarten war und wie es anders nicht sein konnte, die Charta von Havanna schlecht ist und auf absehbare Zeit zu einer fühlbaren Besserung des Welthandels nicht wird führen können. Als Aktivum wird man immerhin vermerken dürfen, dass eine Organisation geschaffen wird, die den ständigen Kontakt zwischen vielen und den wichtigsten Ländern in handelspolitischer Beziehung garantieren soll, und dass, wenn die leitenden Organe wirklich maximal gut bestellt würden, gewisse langsame Fortschritte nicht ausgeschlossen sind.

6. Ratifizierung.

Bekanntlich hat man von vornherein darauf verzichtet, die Charta als solche unterschreiben zu lassen. Die Unterschrift unter dem "Acte final" bedeutet nicht einmal die moralische Verpflichtung des Unterzeichnenden, seiner Regierung die Annahme der Charta zu empfehlen. Die Unterzeichnung bedeutet weder rechtlich noch auch moralisch irgend eine Verpflichtung. Es ist heute fraglich, ob der amerikanische Kongress die Charta ratifizieren wird. Wenn nein, so wird sie ohnehin nie in Kraft treten, wenn ja, so erscheint es möglich, vielleicht sogar wahrscheinlich, dass die schlussendlich erforderliche Zahl von 20 Ratifikationen erreicht werden könnte. Ich kann mir allerdings nicht vorstellen, wie ein normaler Parlamentarier irgend eines Landes zu einem derartig konfuse, widerspruchsvollen und oft unverständlichen Dokument gewissenhaft soll Stellung nehmen können. Manche Delegierte spekulieren aber gerade hierauf und glauben, dass dies die parlamentarische Genehmigung erleichtern werde. Andere spekulieren darauf, dass die Kommunisten ablehnen, was für die übrigen Parteien genügend Grund sei, zuzustimmen.

II. Stellung der Schweiz.

1. Unser Kampf war sozusagen ausschliesslich zu führen gegen die USA.
2. Die Amerikaner haben nicht ein einziges Mal eine "offene Feldschlacht" angenommen und sind jeder Diskussion

des Schweizer Antrages ausgewichen. Sie haben weder auf meine in der allgemeinen Einleitungsdebatte gehaltene Rede vom 28. November, noch auf das dem Radio der Vereinigten Nationen auf dessen Wunsch gewährte Interview, noch auf unsern schriftlich eingereichten Antrag offen reagiert. Unter der Hand erklärten sie, "das 'Swiss Amendment' werden wir in 10 Minuten knock-out schlagen und dann zur Tagesordnung übergehen". Als dies nicht so einfach ging, wie sie sich dies vorgestellt hatten, versuchten sie mit allen Mitteln, selbst den äussersten Druckmitteln, unsern Antrag von hintenher zu torpedieren.

Es wäre für uns oft verlockend gewesen, die schlechte Stimmung der Konferenz gegen die Amerikaner auszunützen und unsern ursprünglichen Antrag, eventuell etwas abgeschwächt, zur Abstimmung bringen zu lassen. Wir hätten fast mit Sicherheit eine beträchtliche Mehrheit gefunden. Entgegen ihrer Ueberzeugung hätten aber mit den Amerikanern alle westeuropäischen Staaten gegen uns stimmen müssen. Wir hätten damit einen Pyrrhus-Sieg erfochten und wären in eine politisch unmöglich Lage geraten.

Im Dezember und anfangs Januar unternahmen Engländer, Franzosen und Belgier grosse Anstrengungen, um uns zu einer Aenderung unseres Antrages zu bewegen. Sie suchten aber die Lösung einzig auf währungspolitischem Gebiet, und es brauchte sehr lange Zeit, um ihnen verständlich zu machen, dass für uns die wirtschaftliche Seite, die Frage der Arbeitslosigkeit, bedeutend wichtiger ist, als die Währungsfrage. In den endlosen Debatten über das IV. Kapitel der Charta, über Handelspolitik, habe ich immer und immer wieder auf die Erfahrungen des Völkerbundes hingewiesen und bei jeder Gelegenheit das Terrain für die Behandlung des Schweizer Antrages vorzubereiten versucht. Wie schon gesagt, schwiegen sich die Amerikaner dazu aus, und auch fast alle übrigen Delegierten schwiegen - um mir nach der Sitzung zu sagen, ich hätte vollkommen recht.

Am 5. Januar endlich konnte ich den Schweizer Antrag eingehend begründen. Sie wissen, dass er von niemandem offen bekämpft, von vielen Seiten dagegen wenigstens dem Sinne nach unterstützt wurde. Die Amerikaner schwiegen. Entgegen ihrer Opposition hat die dritte Kommission eine besondere Unterkommission ernannt, um den Schweizer Antrag einlässlich zu prüfen. Es war dies ein erster Erfolg. Leider merkten wir zu spät, dass der zum Präsidenten dieses Schweizer Komitees ernannte Engländer Thompson vollständig in amerikanischer Hand war und nie wagte, gegen die Amerikaner seine eigene Meinung zu vertreten. Nach eingehenden Besprechungen mit ihm, legte er dem Schweizer Komitee einen Vorschlag vor, der als Diskussionsbasis für uns durchaus annehmbar war, und der eine Lösung unseres Problems in seinen wichtigsten Teilen gebracht hätte. In acht langen Sitzungen wurde er diskutiert und die Sache schien recht hoffnungsvoll. Plötzlich

aber erklärte der Präsident, seinen eigenen Vorschlag nicht weiter diskutieren zu können, da er von London aus, offensichtlich auf Druck von Washington hin, Weisung erhalten hätte, sich der Schweizer Frage wegen nicht mit Amerika zu überwerfen. Mit grosser Mühe konnte ich aber erreichen, dass zwar nicht der Schweizer Antrag, aber der vernünftige Gegen-vorschlag des englischen Präsidenten weiter diskutiert wurde.

Allein am 6. Februar kam der zweite Vorstoss auf Abbruch der Diskussion und diesmal hatten die Amerikaner auch die übrigen Kommissionsmitglieder unter Druck gesetzt. Es blieb uns nichts anderes übrig, als eine Abstimmung über den ursprünglichen Schweizer Antrag zu verlangen, der bekanntlich mit 4 : 3 Stimmen und 3 Enthaltungen abgelehnt wurde.

Damit war klar geworden, dass der Schweizer Antrag torpediert werden sollte, und dass wir im besten Fall ganz am Schluss der Konferenz in einem Rapport einige farblose Zeilen über unsern Fall zu erwarten hatten. Da uns aber sehr genau bekannt war, dass alle europäischen Länder nur mit grosser Sorge dem Moment entgegensahen, da die schweizerische Delegation die Konferenz von Havanna verlassen könnte, so blieb uns keine Wahl: Wir mussten diesen Umstand sowie die Tatsache, dass wir alle lateinamerikanischen Staaten sowie auch nicht ^{andere} wenige Delegationen für uns hatten, ausnützen. Da in jenem Zeitpunkt zudem die Arbeiten derjenigen Kommissionen praktisch beendet waren, in welcher wir durch 3 Mitglieder unserer Delegation vertreten gewesen sind, so habe ich es auf mich genommen, diese 3 Herren nach Hause zu schicken und gleichzeitig offen zu erklären, ich hätte, sobald einmal der Schweizer Antrag auch vor dem Plenum der dritten Kommission abgelehnt sei, in Havanna nichts mehr zu suchen.

Nur diesen etwas gewalttätigen Methoden ist es zuzuschreiben, dass nun plötzlich, entgegen den amerikanischen Sabotage-Absichten, der ernsthafte und feste Wille mobilisiert werden konnte, zu einer für uns erträglichen Lösung zu gelangen. Auch Herr Clayton hat uns dabei wesentlich mitgeholfen. Allein einmal mehr legte der englische Präsident einen absolut unannehmbaren Bericht-Entwurf vor, gegen den wir uns mit aller Kraft zur Wehr setzten und damit auch Erfolg hatten. Es wurde ein "Groupe de travail" gebildet mit dem Auftrag, einen neuen Bericht auszuarbeiten. Wir hatten hiefür einen Gegen-Entwurf vorbereitet, der nicht ohne wesentliche Schwierigkeiten als Diskussionsbasis angenommen wurde. Mit allen gegen die amerikanische Stimme kam dann ein Entwurf zu Stande, der wiederum mit allen gegen die amerikanische Stimme im Subkomitee Schweiz Annahme fand. Trotzdem glaubten die taktisch unglaublich ungeschickt operierenden Amerikaner, ihre Streichungsanträge noch vor der dritten Kommission aufrecht erhalten und sie sogar als Druckmittel publizieren zu sollen. Erst als in der grossen Debatte vom 28. Februar von allen Seiten für die Schweiz und gegen Amerika Stellung genommen wurde, hat der amerikanische Delegierte

im allerletzten Moment seine Anträge zurückgezogen und lediglich einige Vorbehalte angebracht. Er hätte sich eine moralische Schlappe und uns einen nicht minder deutlichen moralischen Sieg ersparen können. Nicht unelegant hat er sich dann aus der Situation gezogen, indem er namens der gesamten amerikanischen Delegation und ihrer Regierung erklärte, für unser Land eine ganz besonders grosse Bewunderung und Sympathie zu empfinden. Sie wissen, dass auch von allen andern Seiten die Schweiz fast überreich mit Komplimenten bedacht worden ist.

Der schlussendlich einstimmig genehmigte Bericht ist Ihnen bekannt. Gestützt auf ihn wird über eine Lösung der Schweizer Frage im August mit dem Interims-Komitee in Genf zu verhandeln sein.

Dem Bundesrat wird mit Bezug auf diese Verhandlungen mit der Interims-Kommission eine neue Vorlage zu unterbreiten sein. Ich möchte dieser nicht vorgreifen, aber doch der einstimmigen Auffassung der schweizerischen Delegation jetzt schon dahin Ausdruck geben, dass es für die Schweiz besser wäre, wenn diese Verhandlungen nicht zu einem positiven Resultat führen würden. Die Charta von Havana ist nicht nur unübersichtlich, konfus und widerspruchsvoll. Sie ist auch in doppelter Hinsicht gefährlich :

Einmal wird dem Vollzugsrat, in dem die Schweiz kaum je vertreten sein wird, eine Macht- und Entscheidungsfülle übertragen, die zu besonderer Vorsicht mahnt. Sodann wäre die Schweiz, selbst bei voller Berücksichtigung des mehrfach erwähnten Berichtes an die Bestimmungen des Kapitels V über Kartelle und Trusts gebunden. Nicht zu Unrecht haben diese Bestimmungen vor allem aus in den Kreisen der schweizerischen Uhrenindustrie, aber auch in der Maschinen- und chemischen Industrie sehr wesentliche Bedenken hervorgerufen. Wenn wir auch, selbstverständlich ohne ausdrückliche Ermächtigung des Bundesrates, den telegraphisch und brieflich von Seiten der Uhrenkammer direkt an uns gerichteten Begehren, mit Bezug auf dieses Kapitel weitgehende Änderungsanträge zu stellen, nicht entsprechen konnten, so ist den aus diesen Kreisen geäußerten Bedenken die Berechtigung nicht ohne weiteres abzusprechen. Die Gefahr liegt vor allem darin, dass die Amerikaner über die kommende Organisation das Recht hätten, über alle die zahlreichen Vereinbarungen, die heute die schweizerische Uhrenindustrie durchorganisiert haben, genau Aufschluss zu erlangen und diese Aufschlüsse zweifellos ausnützen würden. Wir können uns, meines Erachtens, nicht auf den Boden stellen, wie andere industrialisierte Länder Europas es getan haben, dass wir die von uns unterzeichneten Vereinbarungen nur soweit halten würden, als sie uns passen. Dazu kommt, dass auch mit Bezug auf die Freiheit in der kommenden Landwirtschafts-

Gesetzgebung Bedenken am Platze sind.

Nachdem das Verhältnis zwischen Mitgliedern und Nicht-Mitgliedern der kommenden Organisation in für uns nicht mehr so gefährlicher Weise geregelt ist, bin ich der Auffassung, dass die kommenden Verhandlungen mit dem Ziel geführt werden sollten, wenn möglich nicht zum Eintritt in die Handelsorganisation gezwungen zu werden. Es ist durchaus nicht unwahrscheinlich, dass uns die Amerikaner den Dienst leisten werden, den Empfehlungen des Schweizer Komitees von Havanna nicht in vollem Umfang Rechnung zu tragen.

Unserer Auffassung nach ist die heutige Situation für die Schweiz günstig: Wir sind in unserer Handelspolitik und auch in unserer Währungspolitik frei. Wir haben mit Diskriminierungen seitens anderer Staaten nicht zu rechnen. Unsere spezielle Situation ist von der höchsten Welt-Instanz ebenso anerkannt worden wie die Tatsache, dass die vorliegende Charta dieser Situation nicht gerecht wird. Wir haben uns in Havanna als Freunde getrennt, und es ist denn auch in der amerikanischen Presse nicht ein einziges unfreundliches Wort gegen die Schweiz gefallen. Diese Situation ist meines Erachtens vorteilhafter, als wenn der schweizerische Antrag ohne Aenderung angenommen und damit die Handlungsfreiheit des Bundesrates und des Parlamentes doch einigermaßen beschränkt worden wären. Ich glaube, dass es gut war, dass der Bundesrat die Einladung zur Konferenz von Havanna angenommen hat.

Ich möchte meine Ausführungen nicht schliessen, ohne dankbar meinen Mitarbeitern in der schweizerischen Delegation zu gedenken. Sie haben sich in restloser Hingabe und in einem über jede Kritik erhabenen "esprit d'équipe" für die Interessen des Landes eingesetzt.